

GROUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE



PROGRAMME

COLLOQUE

**FEMMES ET
GOUVERNANCE :**
mêmes enjeux dans
l'Église et dans l'État?

7 décembre 2022
9 h à 16 h 30
Séminaire de Québec,
salle des Promotions

gfpd.ca

Québec 

PROGRAMME DU COLLOQUE

8 h 30 Accueil et réseautage

9 h 00 Mot de bienvenue

• MAÎTRESSE DE CÉRÉMONIE :
Anne-Josée Cameron – Journaliste indépendante

9 h 15

Rappel de la situation des femmes dans les lieux de pouvoir politique et religieux

Chantal Maillé – Professeure titulaire en études féministes – Université Concordia

Solange Lefebvre – Titulaire de la chaire en gestion de la diversité culturelle et religieuse, Institut d'études religieuses – Université de Montréal

10 h 15

Panel 1 : L'accès des femmes en politique peut-il servir de modèle dans l'Église?

Denyse Baillargeon – Professeure émérite – Université de Montréal

Denise Couture – Professeure associée, Institut d'études religieuses – Université de Montréal et membre de L'autre Parole

Pierre Murray – Secrétaire général de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec

Gisèle Turcot – Sœur du Bon-Conseil (sbc) et animatrice de congrégation

• ANIMATION : **Françoise Guénette** – Facilitatrice

11 h 45 Questions aux panélistes

Échanges avec le public

12 h 15 Dîner \ réseautage

13 h 30

Panel 2 : Quelles sont les actions à privilégier?

Roger Boisvert – Théologien et citoyen du monde

Marie Evans Bouclin – Évêque émérite, RCWP/FPCR du Canada

Marie Malavoy – Présidente du Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires du Québec

Marie-Andrée Roy – Professeure titulaire, Département de sciences des religions – Université du Québec à Montréal, co-directrice du RÉQEF et membre fondatrice de L'autre Parole

• ANIMATION : **Françoise Guénette** – Facilitatrice

15 h 00 Questions aux panélistes

Échanges avec le public

15 h 30

Présentation du Synode 2023

Gilles Routhier – Supérieur général du Séminaire de Québec et professeur à la Faculté de théologie et de sciences religieuses – Université Laval

15 h 45

Présentation du manifeste de Femmes et Ministères

16 h Mot de clôture

Marie Lavigne – Historienne et vice-présidente du Groupe Femmes, Politique et Démocratie

Sous réserve de modifications



© Llamaryon

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Lorsque les Québécoises ont voulu obtenir le droit de vote au début du siècle dernier, les adversaires étaient nombreux : le clergé, les politiciens, les journalistes et même la majorité des femmes. Comme dans d'autres sociétés traditionnelles, les femmes étaient écartées de la sphère publique. Le cardinal Louis-Nazaire Bégin dira : *L'entrée des femmes dans la politique, même par le seul suffrage, serait pour notre province un malheur. Rien ne le justifie, ni le droit naturel ni l'intérêt social; les autorités romaines approuvent nos vues qui sont celles de tout notre épiscopat.*¹

Malgré l'adversité, les féministes s'organisent et mettent tout en œuvre pour faire changer les mentalités. Après des années de croisade, les suffragettes ont gain de cause. La Loi accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité est adoptée le 18 avril 1940, mettant fin à la discrimination électorale au provincial. Puis, une première femme sera élue en 1961 à l'Assemblée nationale du Québec. Nommée ministre, Marie-Claire Kirkland-Casgrain s'empressera de redonner l'égalité de droit aux femmes mariées, jusque-là considérées comme des mineures.

L'accession des femmes au pouvoir politique est un long parcours semé d'obstacles systémiques. Bien que juridiquement le Québec proclame l'égalité comme une valeur fondamentale, dans les faits les femmes ne l'ont pas encore atteinte. Cette lente progression est à l'origine de la création du Groupe Femmes, Politique et Démocratie en 1999. Nous n'avons pas cessé depuis d'outiller et de soutenir les femmes qui aspirent aux plus hauts paliers de gouvernance de notre société tout en réclamant aux institutions les changements permettant d'atteindre et de garantir la parité. Or, après avoir été nombreuses et nombreux à avoir quitté l'Église depuis les années 1970, nous avons aussi détourné la tête de ce qui s'y passe laissant les féministes catholiques seules pour mener leur lutte. À l'occasion du 40^e anniversaire de Femmes et Ministères et à moins d'un an du Synode qui aura lieu à Rome, il nous est apparu important de nous rassembler et d'échanger sur le chemin qu'il reste à faire pour atteindre la réelle égalité de gouvernance dans l'Église et dans l'État.

Merci d'avoir accepté de participer à ce grand dialogue.

Thérèse Mailloux

1. *Cap-aux-Diamants*, numéro 21, printemps 1990, p. 23

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE FEMMES ET MINISTÈRES



© Pierre Fortin

Au début des années 1900, ce sont pour la plupart des féministes chrétiennes qui se sont investies pour améliorer la situation des femmes dans la société de l'époque. Ces militantes trouvent leur motivation dans la doctrine humaniste et sociale de l'Église. Elles luttent pour que les femmes soient des citoyennes à part entière engagées dans la transformation du monde.

Elles emprunteront à Marie Lenoël son slogan : *Il est temps de démontrer que non seulement on peut être catholique, bien que féministe, mais féministe parce que catholique. Souvenons-nous de Marie Gérin-Lajoie, une féministe ardente catholique, férue de justice sociale qui se rendra à Rome en 1922 pour défendre son patriotisme et son socialisme. Elle veut obtenir la caution pontificale de la conformité du suffrage féminin avec la doctrine sociale de l'Église. La liste des femmes déterminées et courageuses qui, au fil des ans, ont réclamé égalité et équité est longue et impressionnante. Grâce à la ténacité de ces femmes, la société s'est transformée, si bien qu'aujourd'hui les femmes peuvent participer activement et avec compétence à l'élaboration et à la construction de la société.*

Devant la rigidité de l'Église et son refus tenace d'admettre des femmes aux ministères ordonnés et par le fait même de les exclure des postes de gouvernance et de décision, même ceux les concernant en tant que femmes, nombreuses sont celles qui ont quitté les rangs. Depuis 40 ans, Femmes et Ministères travaille à la reconnaissance effective de femmes en Église. Depuis 40 ans, le réseau a multiplié études, recherches, rencontres de toutes sortes réclamant d'être écoutées et entendues. Il n'y a plus de justifications théologiques ni d'arguments qui tiennent. Tout a été dit, écrit et réclamé. Femmes et hommes doivent désormais travailler ensemble dans une Église égalitaire où le patriarcat et le cléricalisme n'auraient plus leur place.

Les femmes engagées en Église ont été partie prenante des luttes sociales invitant leurs consœurs à travailler pour appuyer et soutenir toutes les femmes dans leur démarche d'autonomie. Aujourd'hui, à leur tour, elles comptent sur un mouvement de réciprocité sociale pour les soutenir et vaincre le dernier bastion de résistance à l'égalité des femmes.

Annine Parent

MISE EN CONTEXTE

Les 40 ans du réseau Femmes et Ministères

L'audace de l'espérance

Créé en 1982, le réseau Femmes et Ministères travaille à l'amélioration de la condition des femmes dans l'Église catholique. Il a réalisé de nombreuses actions et poursuivi de sérieuses réflexions pour que soient explicitement reconnus par les autorités ecclésiales tous les ministères exercés par des femmes engagées en pastorale.

Dès 1983, Femmes et Ministères ose une première parole publique à l'occasion du Synode des évêques sur *La réconciliation et la pénitence dans la mission de l'Église*. Cette prise de parole en entraînera une autre pour chacun des synodes subséquents. Et ce, en ayant toujours comme objectif la reconnaissance de l'égalité de toutes et tous, femmes et hommes, clercs et laïques, appelés par leur baptême à être partie prenante de la mission de l'Église.

Solidaires dans la réflexion et l'action, des membres du réseau ont mené deux recherches qui ont conduit à des publications en 1988 et en 1994 et ont préparé des outils d'intervention pour expliquer les changements à introduire dans l'Église. Elles ont multiplié les interventions sur diverses tribunes au Canada et en Europe, y compris des prises de parole dans les synodes et autres rassemblements, en s'appuyant sur une relecture féministe des Évangiles. De même, entre 1995 et 2000, le réseau a pris une part active au mouvement social de lutte à la violence et à la pauvreté porté par la marche Du pain et des roses et la Marche mondiale des femmes.

Citons, à titre d'exemple, une lettre de Femmes et Ministères publiée dans *Le Devoir*, en 1992, qui exprime son désaccord avec les arguments évoqués par le Vatican pour justifier son attitude de fermeture concernant la décision du Synode général de l'Église anglicane d'admettre les femmes à l'ordination.

Trente ans plus tard, les portes demeurent fermées. Et la conviction de départ demeure : si l'institution ecclésiale ne reconnaît pas les femmes d'une façon pleine et entière, sur les plans théologique, structurel et juridique, elle devra faire face à une perte de crédibilité qui risque de compromettre très sérieusement sa pertinence sociale et culturelle pour plusieurs générations.

L'espérance ne peut avoir dit son dernier mot.

« L'espérance ne peut
avoir dit son dernier mot. »

PRÉSENTATION DES INTERVENANT.E.S

Maîtresse de cérémonie, animatrice des panels et conférencier.ère.s



© Yann Dubor

ANNE-JOSÉE CAMERON,
maîtresse de cérémonie
Journaliste indépendante

Anne-Josée Cameron œuvre comme journaliste et animatrice depuis septembre 1999. Elle a réalisé au cours de sa carrière des centaines de reportages télévisés, radiophoniques et web ayant pour dénominateur commun la culture et l'actualité. Plus récemment, elle a animé les capsules web *Dans un café près de chez-vous* où elle a rencontré de nombreuses personnalités publiques. Elle a également scénarisé et écrit le documentaire *Mémoire de Notre-Dame de Québec*.

Elle a quitté Radio-Canada Québec en 2021, après vingt ans de présence quotidienne sur les ondes. Elle partage désormais son temps entre le Monastère des Augustines, où elle œuvre aux relations médias nationales et internationales, et ses divers projets personnels dont des animations devant public et des chroniques littéraires. L'actualité et la culture demeurent ses grandes passions!



© Kevin Dougherty

FRANÇOISE GUÉNETTE,
animatrice des panels
Facilitatrice

Françoise Guénette est journaliste indépendante et animatrice. Elle a été reporter à la radio de Radio-Canada, co-rédactrice en chef du magazine féministe *La Vie en rose* et animatrice de quelques émissions de télévision, dont *Les Temps modernes* à Radio-Canada et *Droit de parole* à Télé-Québec.

Elle vit à Québec où elle a été de 2001 à 2011 chroniqueuse à la revue de presse à la radio matinale de Radio-Canada.

Depuis plus de 20 ans, elle anime des assemblées publiques, débats et tables rondes portant sur des enjeux sociaux, politiques et culturels. Elle a été associée à des tournées de consultation gouvernementales, au Forum de consultation du Commissaire à la santé et au bien-être, aux soirées du Musée de la civilisation, etc. Avec un égal plaisir, elle interroge des auteur.e.s au Salon international du livre de Québec et contribue aux activités du Groupe Femmes, Politique et Démocratie.

CONFÉRENCIER.ÈRE.S



© Amélie Philibert - UdeM

SOLANGE LEFEBVRE, conférencière
*Titulaire de la chaire en gestion
de la diversité culturelle et religieuse,
Institut d'études religieuses
- Université de Montréal*

Solange Lefebvre est formée en musique (baccalauréat – interprétation piano), en théologie (Ph. D., Université de Montréal) et en anthropologie sociale (Master, École des Hautes Études en sciences sociales, Paris). Elle est membre de l'Académie des arts, des lettres et des sciences humaines de la Société Royale du Canada. Elle compte à son actif plusieurs projets subventionnés, soit récemment une Action concertée du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) portant sur les médias et la radicalisation (chercheuse principale). Également, des projets comparatifs Savoir et Partenariat CRSH sur la diversité religieuse et les personnes se disant sans religion (chercheuse principale et cochercheuse) et des contrats confiés par des ministères gouvernementaux, dont le dernier par le ministère de la Sécurité publique sur les attentes spirituelles des personnes détenues en établissement carcéral. Elle dirige un centre de recherche interdisciplinaire sur les religions et les spiritualités à l'Université de Montréal (CIRRES) depuis 2019, et a dirigé le Centre d'études des religions entre 2000 et 2008. Également membre du comité des experts de la commission québécoise dite Bouchard-Taylor en 2008, s'étant penchée sur les accommodements raisonnables. Elle a publié plus de 130 articles et chapitres, cinq monographies et 13 livres collectifs, et dirigé une quinzaine de numéros de revues scientifiques.



© Autoportrait

CHANTAL MAILLÉ, conférencière
*Professeure titulaire en études féministes
- Université Concordia*

Chantal Maillé est professeure titulaire en études féministes à l'Université Concordia (Montréal) et co-directrice du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) depuis 2019. Détentrice d'un doctorat en science politique, elle a été directrice de l'Institut Simone de Beauvoir (1995-1999, 2008-2009) et présidente de l'Association Canadienne des Women's Studies en 1997-1998. Ses travaux de recherche sur les politiques féministes et les mouvements de femmes sont au confluent de plusieurs influences disciplinaires. Ses travaux les plus récents ont porté sur les féminismes transnationaux, la francophonie et les théories décoloniales. Elle s'intéresse également aux liens entre cultures politiques et théories féministes et aux méthodologies de l'intersectionnalité. Son projet de recherche actuel porte sur les nouvelles compréhensions des questions de différence dans les féminismes de la francophonie. Elle est auteure et co-éditrice de plusieurs ouvrages, dont *Le sujet du féminisme est-il blanc?* (2015), *Revealing Democracy : Secularism and Religion in Liberal Democratic States* (2014), *Cherchez la femme* (2002), *Malaises identitaires : échanges féministes sur un Québec incertain* (1998), *Les Québécoises et la conquête du pouvoir politique* (1990) et *Vers un nouveau pouvoir* (1990). Elle a également co-signé deux livres sur le *care*.



GILLES ROUTHIER, conférencier
*Supérieur général du Séminaire de Québec
et professeur à la Faculté de théologie et
de sciences religieuses - Université Laval*

Gilles Routhier est professeur d'ecclésiologie et de théologie pratique à la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval depuis 1992. Il en a été le doyen de 2012 à 2020. Sa recherche s'est concentrée sur le concile Vatican II, son enseignement, son histoire, son herméneutique et sa réception. Cela l'a conduit à observer le développement du catholicisme au Québec et en Occident.

Depuis sa thèse de doctorat, il s'intéresse au gouvernement ecclésial, en particulier la synodalité. Cela lui a valu, en mai 2021, d'être nommé membre de la Commission théologique du Synode sur la synodalité lancée par le pape François. Le 1^{er} août 2021, il est devenu supérieur général du Séminaire de Québec tout en conservant son poste à l'Université Laval.



MARIE LAVIGNE, mot de clôture
*Historienne et vice-présidente
du Groupe Femmes, Politique
et Démocratie*

Marie Lavigne est historienne et administratrice. Elle a fait carrière de gestionnaire au gouvernement du Québec de 1978 à 2012, où elle a été présidente du Conseil du statut de la femme, puis présidente-directrice générale du Conseil des arts et des lettres du Québec et enfin de la Société de la Place des Arts de Montréal. Elle est co-auteur de l'ouvrage du Collectif Clio, *L'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles* (1982 et 1992) avec Micheline Dumont, Jennifer Stoddart et Michèle [Stanton] Jean. Avec Claude Corbo et Laurier Lacroix, elle a rédigé pour le ministre de la Culture le *Rapport du Groupe de travail sur l'avenir du réseau muséal québécois. Entre mémoire et devenir* (2013). Elle est co-auteur avec Michèle Stanton-Jean de deux biographies de féministes : *Idola Saint-Jean, l'Insoumise* (2017) de même que *Joséphine Marchand et de Raoul Dandurand, Amour, politique et féminisme* (2021). Elle est très engagée auprès d'organismes artistiques et culturels ainsi qu'au Groupe Femmes, Politique et Démocratie.

PANEL 1 *L'accès des femmes en politique peut-il servir de modèle dans l'Église?*



© Chloé Charbonnier

DENYSE BAILLARGEON, panéliste
Professeure émérite
- Université de Montréal

Denyse Baillargeon est professeure émérite du Département d'histoire de l'Université de Montréal. Spécialiste de l'histoire des femmes, elle est l'auteure de plusieurs articles et ouvrages dont *Repenser la nation. L'histoire du suffrage féminin au Québec* (Remue-ménage, 2019), *Brève histoire des femmes au Québec* (Boréal, 2012) et *Un Québec en mal d'enfants. La médicalisation de la maternité, 1910-1970* (Remue-ménage, 2004) qui a remporté le prix Cléo-Québec de la Société historique du Canada, le prix Lionel-Groulx—Fondation Yves Saint-Germain 2005 de l'Institut d'histoire de l'Amérique française et le prix Jean-Charles-Falardeau décerné par la Fédération canadienne des sciences humaines.

Elle travaille actuellement sur l'histoire de la philanthropie au CHU Sainte-Justine et, avec Josette Brun et Estelle Lebel de l'Université Laval, sur les représentations du féminisme à l'émission *Femmes d'Aujourd'hui*, diffusée à la télévision de Radio-Canada entre 1966 et 1982.



© Autoportrait

DENISE COUTURE, panéliste
Professeure associée, Institut d'études religieuses - Université de Montréal
et membre de L'autre Parole

Denise Couture est professeure titulaire retraitée de l'Institut d'études religieuses de l'Université de Montréal. Elle a occupé le poste de vice-doyenne de la Faculté de théologie et de sciences des religions de l'Université de Montréal pendant sept ans. Ses domaines de recherche sont les femmes et les religions, l'éthique et les religions, la théologie et l'interspiritualité féministes, la déconstruction du patriarcat religieux, en particulier celui du catholicisme romain, et les théologies chrétiennes faites dans une perspective anti-oppressive. Denise Couture a été présidente de la Société canadienne de théologie, de 2016 à 2022. Présentement, elle est membre du chantier *Religions, Féminismes et Genres* du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) et secrétaire du Forum mondial théologie et libération (FMTL). Sur le plan des groupes de la base, elle est membre de la collective féministe et chrétienne L'autre Parole et de Maria'M, un groupe de rencontre entre des féministes chrétiennes et musulmanes. Elle est également membre des comités de rédaction des revues *L'autre Parole* et *Relations*. Elle a publié *Spiritualités féministes. Pour un temps de transformation des relations* (Presses de l'Université de Montréal, 2021).



© Archives Présence-info F. Gloutnay

PIERRE MURRAY, panéliste
*Secrétaire général de l'Assemblée
des évêques catholiques du Québec*

Montréalais d'origine, Pierre Murray est diplômé en théologie (Montréal) et en philosophie (Ottawa et Rome). Il a été ordonné prêtre pour le diocèse de Montréal en 1991. Pendant plus de 20 ans, il a été vicaire puis curé de paroisses situées sur le Plateau Mont-Royal, à Outremont et à Laval. Parallèlement à ce ministère, il a enseigné la philosophie pendant plus de 25 ans à l'Institut de formation théologique de Montréal et il a assumé quelques charges de cours en théologie pastorale à l'Institut de pastorale des Dominicains à Montréal.

Après ses années de ministère en paroisse, Pierre Murray a été nommé vicaire épiscopal pour le diocèse de Montréal par le cardinal Jean-Claude Turcotte, qui lui a confié la responsabilité pastorale de la région de Laval-Repentigny.

Il a par la suite été directeur général de Communications et Société. Au cours de son engagement au sein de cet organisme, il a fondé le média spécialisé en information religieuse *Présence information religieuse*, a siégé au conseil d'administration et a participé aux travaux d'organismes internationaux de communications catholiques.

Mgr Murray est, depuis 2018, secrétaire général de l'Assemblée des évêques catholiques du Québec.



© Altinoa photographie

GISÈLE TURCOT, panéliste
*Sœur du Bon-Conseil (sbc)
et animatrice de congrégation*

Gisèle Turcot est membre de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal dont elle est, depuis 2015, la supérieure générale. Après l'obtention de la maîtrise en service social à l'Université de Montréal et une dizaine d'années de pratique en milieux défavorisés, elle a enseigné à l'École de service social de l'Université Laval avant de participer aux travaux d'analyse sociale de l'Assemblée des évêques du Québec, du Centre justice et foi et de la revue *Relations*.

Son engagement envers la cause des femmes dans la société et dans l'Église l'a incitée à réunir les équipes de fondation du réseau Femmes et Ministères et du Réseau œcuménique des femmes du Québec. Elle croit profondément à l'action solidaire de petits groupes pour faire avancer les conditions de la justice, de l'égalité et de la paix.

Gisèle Turcot a reçu, en 2020, un doctorat honoris causa en sciences des religions de la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval pour l'ensemble de ses engagements.

PANEL 2 Quelles sont les actions à privilégier?



ROGER BOISVERT, panéliste
Théologien et citoyen du monde

Roger Boisvert a complété son doctorat en théologie, en 1993, sous la direction du professeur René-Michel Roberge et dont le titre est : *Analyse comparative de la pratique de l'enseignement officiel dans l'anglicanisme et le catholicisme*.

Par la suite, il a exercé quelques charges de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Entre 1992 et 2002, il a enseigné au Petit Séminaire de Québec, principalement au niveau secondaire en offrant le cours d'Enseignement moral et religieux catholique, mais également à la section collégiale.

Il a travaillé au ministère de l'Éducation entre 2002 et 2017, d'abord au Secrétariat aux affaires religieuses (SAR) dont il a été le coordonnateur à partir de 2005, puis à la Direction des politiques à la suite de la dissolution du SAR en 2014. Le SAR avait un double mandat : conseiller le ou la ministre et le ministère sur les questions religieuses à l'école et offrir des ressources au Comité sur les affaires religieuses en recherche et rédaction ainsi que pour les aspects organisationnels. Le SAR a dû cesser ses activités en 2014 et il a été aboli en octobre 2019 par le projet de loi qui a transformé les commissions scolaires en centres de services.



MARIE EVANS BOUCLIN, panéliste
Évêque émérite, RCWP/FPCR du Canada

Marie Evans Bouclin détient une maîtrise en théologie de l'Université de Sherbrooke. D'abord enseignante au secondaire, puis traductrice autonome dans les domaines de l'éducation, de l'éthique et de la religion, elle s'intéresse depuis trente ans au sort des femmes violentées dans l'Église.

En 2002, à titre de déléguée du Réseau catholique pour l'égalité des femmes / *Catholic Network for Women's Equality*, elle a assisté aux premières ordinations de femmes catholiques de l'ère moderne sur le Danube et a été élue coordonnatrice du Comité de direction de *Women's Ordination Worldwide*.

Elle est l'autrice de *Pour vivre debout : femmes et abus de pouvoir dans l'Église catholique*. En 2007 elle a été ordonnée prêtre, puis évêque en 2011 pour les Femmes prêtres catholiques romaines (RCWP/FPCR) du Canada; elle est membre depuis 2006 de son Cercle de leadership.

Elle fait partie du Conseil d'administration de *Outrage Canada*, organisme qui documente les cas d'abus sexuels dans l'Église catholique et mène des enquêtes indépendantes. Elle est mariée depuis plus de 50 ans, mère de trois enfants et grand-mère.



© Courtoisie

MARIE MALAVOY, panéliste

Présidente du Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires du Québec

Née à Berlin (Allemagne) de parents français, Marie Malavoy arrive au Québec en 1951. Elle obtient un baccalauréat (1971) et une maîtrise en service social (1975) de l'Université de Montréal. Elle est professeure au Département de service social de l'Université de Sherbrooke de 1977 à 1983 et doyenne, de 1988 à 1992, de la Faculté des lettres et sciences humaines.

Marie Malavoy est élue députée du Parti Québécois dans Sherbrooke en 1994. Défaite en 1998, elle revient comme professeure au Département de service social de l'Université de Sherbrooke de 1999 à 2006. Durant cette période, elle est également première vice-présidente du Parti Québécois, de 2000 à 2005. Elle est de nouveau élue députée du Parti Québécois dans Taillon lors d'une élection partielle en 2006. Elle est réélue en 2007, en 2008 et en 2012. Elle est ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de 2012 à 2014. Elle ne se représente pas aux élections de 2014. Elle préside le Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires du Québec depuis juillet 2016.



© Émilie Tournevalche, UQAM

MARIE-ANDRÉE ROY, panéliste

Professeure titulaire, Département de sciences des religions - Université du Québec à Montréal, co-directrice du RéQEF et membre fondatrice de L'autre Parole

Marie-Andrée Roy PH.D. Sociologie. Professeure titulaire au Département de sciences des religions de l'UQAM depuis 1994, elle a été directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF) de l'UQAM de 2006 à 2011, directrice du Département de sciences des religions de 2015 à 2021 et est la co-directrice du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) depuis septembre 2022. Ce réseau, financé par le FRQSC, regroupe plus de 300 chercheuses en études féministes, de 12 universités québécoises. Depuis 2021, Marie-Andrée Roy codirige avec la professeure Anne Létourneau de l'Université de Montréal, le chantier *Religions, Féminismes et Genres* du RéQEF.

Ses travaux de recherche portent sur les rapports sociaux de sexe et le pouvoir dans le champ religieux. Elle s'intéresse aux manifestations des conservatismes et des fondamentalismes religieux notamment en ce qui a trait à leur impact sur le genre et les rapports sociaux de sexe. Elle explore les rituels comme mode d'affirmation des femmes dans le champ religieux.

Elle est co-fondatrice, avec Monique Dumais et Louise Melançon, de la collective de femmes chrétiennes et féministes L'autre Parole et y milite activement depuis sa fondation en 1976.

PRÉSENTATION DU GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

GROUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE

Créé en 1999, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) est un organisme autonome d'éducation populaire, à but non lucratif. Il est indépendant de tout parti et de façon plus générale, de tout groupe de revendication. La mission du GFPD est d'**outiller** la population en général, et plus particulièrement les femmes, à l'action citoyenne et démocratique, de **promouvoir** une plus grande participation des femmes à la vie politique et de **soutenir** auprès de toutes et tous l'exercice plein et entier de la citoyenneté.

Objectifs

- **Accroître** au sein de la population la **connaissance des institutions démocratiques** québécoises et ainsi contribuer à la mobilisation et au dynamisme national, régional et local;
- **Atteindre la parité** au sein des diverses sphères décisionnelles et dans les lieux de pouvoir.

Afin d'atteindre ses objectifs, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie intervient couramment dans la sphère publique par le biais des instances démocratiques et dans les médias. Le GFPD travaille en collaboration avec de nombreux partenaires locaux, régionaux et nationaux tels que les partis politiques, les unions municipales, les réseaux d'élues dans plusieurs régions, les tables de concertation et de nombreuses associations. Il est aussi en lien avec les milieux universitaires.

Interventions

Depuis 2005, le GFPD a appuyé et proposé de nombreuses mesures visant une représentation paritaire des femmes et des hommes au sein des instances démocratiques québécoises et canadiennes ainsi que dans les lieux de pouvoir. En voici un aperçu :

- Mode de scrutin **proportionnel mixte**;
- **Élections à date fixe** à tous les paliers de gouvernement et limitations aux mandats gouvernementaux;
- Inscription dans la Loi électorale de la **parité des candidatures**;
- Bonification d'allocation pour le recrutement, l'accueil, l'accompagnement et le soutien des candidates, aux partis politiques atteignant la zone de parité.

Outiller
Promouvoir
Soutenir



PRÉSENTATION DE FEMMES ET MINISTÈRES

Le réseau Femmes et Ministères, ce sont des femmes et des hommes, membres de l'Église catholique, qui militent ensemble pour une égalité de fait et de droit entre les femmes et les hommes dans l'Église. Nous sommes convaincues que pour mettre fin à une vision patriarcale et hiérarchique, il importe d'inclure la voix et l'expérience des femmes dans la gouvernance. Dans l'Église le mot *ministère* désigne les fonctions assumées par les ministres ordonnés, soit les évêques, les prêtres et les diacres. Les femmes sont actuellement exclues de tous ces ministères, donc des fonctions où elles pourraient exercer un réel pouvoir et prendre part aux décisions, comme elles le font dans la société civile.

Malgré les résistances, les espoirs étaient permis jusqu'à la déclaration du pape Jean-Paul II en 1994 : *La charge d'enseigner et de gouverner les fidèles est exclusivement réservée à des hommes. Cette position doit être définitivement tenue par tous les fidèles de l'Église.* Malgré cette porte fermée, le réseau Femmes et Ministères résiste toujours. Toutefois, après 40 ans de luttes, nous sommes conscientes que pour réussir, il est essentiel d'inviter d'autres féministes à nous accompagner dans nos convictions et nos revendications.

Mais nous devons élargir nos solidarités, créer des alliances avec d'autres personnes, croyantes ou non, partageant avec nous la conviction profonde qu'hommes et femmes doivent être égaux à tous les niveaux. Le dernier bastion où il est impossible d'avancer, c'est dans l'Église. La venue de femmes en politique a amené des progrès dans les politiques publiques, il est certain qu'il en sera de même dans l'Église si les femmes peuvent accéder à tous les niveaux de gouvernance.

Suivez-nous!

Facebook [@femmesministeres](#)

Site Internet www.femmes-ministeres.org

« nous devons
élargir nos solidarités,
créer des alliances »

MANIFESTE DE FEMMES ET MINISTÈRES

Manifeste pour le Synode

Pour une Église synodale : communion, participation et mission

Après 40 ans de travail acharné pour en arriver à la reconnaissance effective des femmes en Église et s'appuyant sur les nombreuses recherches déjà effectuées par des théologiennes et des théologiens, le réseau Femmes et Ministères vous présente ce cri du cœur au nom des femmes qui refusent de partir et de se taire.

- 1 L'heure n'est plus au plaidoyer,
Nous voulons être écoutées.
- 2 La société a évolué partout sur la planète,
C'est un changement d'époque, François l'a dit, c'est un fait.
- 3 Terminée l'exclusion des femmes du pouvoir,
Tout comme les hommes, elles ont expérience et savoir.
- 4 Femmes et hommes sont baptisées,
À tous les ministères également appelées.
- 5 Après des décennies de lutte pour l'égalité,
La discrimination doit enfin être éliminée.
- 6 Plus de justifications théologiques ni d'arguments qui tiennent,
De multiples recherches, et des plus sérieuses en conviennent.
- 7 Séparer gouvernance et sacerdoce
S'impose, pour mettre fin à l'équivoque.
- 8 Les structures patriarcale et cléricale
Sont sans fondement théologique qui vaille.
- 9 L'inclusion des femmes aux divers ministères,
C'est la condition d'une Église égalitaire.
- 10 Nous luttons pour faire tomber les murs,
Qui, depuis 1995, emprisonnent telle une censure.
- 11 La voix des femmes doit enfin être considérée,
C'est une urgence, à n'en pas douter.
- 12 Avec femmes et hommes, une Église à rebâtir,
Sans quoi elle n'aura pas d'avenir.
- 13 Ensemble, soyons à l'écoute de l'Esprit-Saint,
Qui nous conduira vers de nouveaux chemins.
- 14 Voyons ce manifeste comme un signe des temps,
La crédibilité de l'Église en dépend.

MERCI

AUX PARTENAIRES

Partenaire financier



Partenaires promotionnels



RELATIONS

Faculté de théologie et de sciences religieuses



Groupe Femmes, Politique et Démocratie

801, Grande Allée Ouest, bureau 130
Québec (QC) G1S 1C1

Téléphone : **418 658-8810**

info@gfpd.ca | gfpd.ca | Suivez-nous sur

